



2026

Rapport financier

Premier trimestre

30 juin 2025



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

Au cours des trois premiers mois de l'année civile 2025, les entreprises et les consommateurs se sont précipités pour devancer l'imposition de droits de douane des deux côtés de la frontière canado-américaine. Les importations et les exportations ont augmenté et les entreprises ont accumulé des stocks. La consommation et les investissements des entreprises, principaux piliers de la croissance économique, ont été positifs, contribuant respectivement à 0,7 point de pourcentage et 0,3 point de pourcentage à la croissance du PIB. L'économie a connu une solide croissance de 2,2 % au cours de ce trimestre, ce rendement étant néanmoins inférieur aux attentes alors que l'incertitude a incité un grand nombre d'entreprises et de consommateurs à demeurer prudents dans leurs dépenses.

Cependant, la croissance économique du Canada s'est arrêtée au cours du premier trimestre de l'exercice 2026. L'incertitude a considérablement augmenté et la volatilité commerciale est en hausse depuis le début de l'année. Le ralentissement attendu des exportations dans un contexte de tensions commerciales accrues dépassera probablement la diminution des importations, nuisant à la croissance globale du PIB. La hausse des stocks représente un autre important facteur de vulnérabilité pour l'économie canadienne au premier trimestre.

En avril, la baisse des exportations s'est accompagnée d'un recul de 0,6 % de l'activité de l'industrie productrice de biens, affaiblie par un ralentissement de la fabrication (-1,9 %). Le commerce de gros aussi a enregistré un recul important de 1,9 %, mais d'autres secteurs dans le service ont connu une croissance qui a plus que compensé ces pertes. Bien que les secteurs des services dominent l'activité économique intérieure, ils représentent une part relativement faible des exportations canadiennes. Ce sont donc les industries productrices de biens qui ont le plus souffert du récent ralentissement. Dans l'ensemble, l'économie a reculé de 0,1 % en avril sur une base mensuelle, et des indicateurs préliminaires suggèrent qu'elle enregistrera une nouvelle baisse de 0,1 % en mai, selon Statistique Canada.

Après s'être stabilisé en avril et mai, l'emploi a terminé le deuxième trimestre de l'année civile en hausse. En juin, l'ajout de 83 000 emplois à l'économie aura fait baisser le taux de chômage à 6,9 %, par rapport à 7,0 % pour les mois précédents. La majorité de ces emplois étaient toutefois à temps partiel et certains secteurs ont été touchés par les tensions commerciales. Le secteur manufacturier a perdu plus de 11 000 emplois depuis le début de 2025. Toutefois, la reprise générale de l'emploi a probablement soutenu les dépenses de consommation au cours du trimestre.

En revanche, le secteur de l'habitation a été un boulet pour l'économie cette année. L'incertitude a nui à la confiance des ménages, freinant les achats de biens coûteux, ce qui inclut l'habitation. L'activité de revente de maisons s'est légèrement redressée en avril et mai, mais l'activité

transactionnelle demeure faible à l'échelle nationale et n'a que peu contribué à la croissance. Ensemble, les secteurs de la construction et des services immobiliers représentent environ 20 % de l'économie canadienne et dépendent en grande partie du dynamisme de l'économie intérieure plutôt que du commerce international.

Les entreprises semblent avoir adopté une approche attentiste en matière d'investissement. Les intentions d'investissement parmi les PME diminuent en raison de l'incertitude accrue et des tarifs imposés sur les échanges commerciaux.

Les prêts aux entreprises, y compris les prêts à terme, les lignes de crédit, les prêts fondés sur des actifs et le crédit renouvelable, ont augmenté légèrement en avril 2025 (+0,5 %) par rapport à mars, mais sont demeurés considérablement inférieurs au niveau atteint il y a un an. Les entreprises se sont montrées relativement pessimistes au cours de la période, alors que seulement 70 % d'entre elles ont maintenu des perspectives positives, le taux le plus bas depuis le premier trimestre de 2024.

Selon un sondage de BDC réalisé en avril, les petites et moyennes entreprises (PME) ont été moins nombreuses à demander du financement, et celles qui l'ont fait ont demandé des montants plus élevés que précédemment et le taux d'approbation des demandes de financement des PME a diminué.

Au début de l'année, les taux d'intérêt ont diminué, mais les conditions non monétaires des prêts sont devenues plus strictes, créant un environnement d'emprunt plus restrictif de janvier à mars. De manière générale, les conditions de crédit des entreprises se sont légèrement resserrées à nouveau et sont demeurées particulièrement difficiles pour les petites entreprises et les secteurs plus sensibles aux échanges commerciaux.

L'inflation demeurant près de sa cible de 2 %, la Banque du Canada a choisi de ne pas intervenir au cours du premier trimestre et a maintenu son taux directeur à 2,75 %, soit le point médian de la zone neutre. Néanmoins, les perturbations commerciales et les changements de politique créent un contexte volatil pour l'établissement d'une politique monétaire.

Le premier trimestre de l'exercice 2026 a probablement marqué un creux en matière d'activité économique et de conditions commerciales, compte tenu de l'incertitude persistante, des coûts d'exploitation élevés et de la hausse des stocks. Nous prévoyons un léger rebond à mesure que la demande reprendra graduellement, que la volatilité diminuera et que les entreprises s'adapteront à mener leurs activités dans un contexte d'incertitude persistante. Nous continuons de prévoir une progression de 1,2 % du PIB au cours de l'année civile 2025, ce qui serait inférieur au potentiel de l'économie, mais suffisant pour éviter une récession.



Secteurs d'activité

La Banque de développement du Canada (BDC) est la banque des entrepreneures et entrepreneurs du Canada. Nous avons pour objectif de paver la voie à celles et ceux qui imaginent et bâtissent un monde meilleur. Nous appuyons la création et le développement d'entreprises canadiennes solides en leur fournissant du financement, des capitaux et des services-conseils, avec une attention particulière aux petites et moyennes entreprises (PME).

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC). Se reporter à la note 11, *Informations sectorielles*, des états financiers consolidés pour obtenir une description des activités de chaque secteur à présenter.

Activités

Les résultats au titre des principales activités sont générés par les activités des secteurs Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, et Capital de risque. Les résultats du secteur PIC, qui étaient auparavant inclus dans les résultats au titre des principales activités, découlent de programmes visant à renforcer l'écosystème de capital-risque du Canada, gérés par BDC au nom du gouvernement du Canada. Les résultats du secteur PIC sont présentés de façon distincte des principales activités, conformément au cadre de gestion du capital de BDC. Les résultats du secteur PAC découlent des initiatives que BDC a mises en œuvre en collaboration avec le gouvernement du Canada dans le but de fournir plus de capitaux pour répondre aux besoins ciblés des PME, comme les mesures de soutien liées à la COVID-19, le Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN) et les programmes d'aide aux entreprises visées par des droits de douane.

Sommaire du niveau d'activité

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Acceptations de prêts et Financement	3 065,4	3 382,0
Contrats nets signés de Services-conseils	8,2	8,6
Acceptations de Capital de croissance et transfert d'entreprise	170,9	124,5
Autorisations de Capital de risque	44,6	136,0
Autorisations des Programmes incitatifs pour le capital	0,0	10,4
Acceptations dans le cadre du Programme d'accès au crédit	57,1	132,5

Principales activités

Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2026 reflètent le fait que les entreprises continuent d'exercer leurs activités dans des circonstances difficiles, caractérisées par une croissance économique lente, un recul sur le plan de la création d'entreprises, la hausse des coûts et d'importantes incertitudes commerciales.

Au premier trimestre de l'exercice 2026, les clients ont accepté 3,1 milliards de dollars en prêts par le biais de nos activités de financement, une légère diminution par rapport aux 3,4 milliards de dollars acceptés au cours de la même période l'année dernière. Le dernier trimestre de l'exercice 2025 a connu une baisse significative des acceptations de prêts à 2,1 milliards de dollars, principalement en raison de l'incertitude économique et de la menace imminente des tarifs, ce qui a poussé les entrepreneurs à reporter leurs demandes de financement. Cependant, nous commençons à voir des signes encourageants de reprise ce trimestre.



Au cours de l'exercice 2025, BDC a lancé l'initiative de financement collaboratif, dont l'objectif est d'offrir aux propriétaires d'entreprise moins bien servis des chances égales d'avoir accès à des solutions et à du soutien financier. Le Programme de prêts accélérateurs d'entreprises (auparavant connu sous le nom de garantie de prêt accélérateur) de BDC, qui fait partie de l'initiative de financement collaboratif, est un programme taillé sur mesure pour aider les organisations partenaires à offrir de petits prêts aux entrepreneurs des groupes moins bien servis. En offrant une garantie pour les prêts consentis par nos partenaires aux propriétaires d'entreprise, nous favorisons une croissance équitable et inclusive. Au 30 juin 2025, le total des autorisations accordées depuis la création du programme s'élevait à 59,6 millions de dollars.

Le 5 juin 2025, la Banque des Premières Nations du Canada (BPNC) et la Banque de développement du Canada (BDC) ont annoncé une initiative de 100 millions de dollars qui vise à stimuler les acquisitions d'entreprises par les communautés et les agences de développement économique autochtones partout au pays. Dans un esprit de réconciliation économique, cette initiative permettra aux communautés autochtones et à leurs agences de développement économique d'avoir un meilleur accès au capital pour l'acquisition d'entreprises et de soutenir les entreprises détenues majoritairement par des Autochtones.

Parallèlement à l'initiative de financement collaboratif de BDC, notre équipe Entrepreneuriat inclusif s'emploie à s'assurer que tous les entrepreneurs et entrepreneures, sans distinction, ont accès à du financement, à des réseaux et à du savoir-faire pour faire croître leur entreprise avec succès. Partout au pays, des membres du personnel de BDC agissent en tant que championnes et champions et ambassadrices et ambassadeurs pour soutenir et faire la promotion de nos initiatives d'entrepreneuriat inclusif à l'échelle régionale. Depuis sa création, les clientes et clients de Financement ont accepté des prêts totalisant 55,8 millions de dollars par le biais de l'initiative Entrepreneuriat inclusif.

Le secteur Services-conseils a conclu des contrats nets signés totalisant 8,2 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 8,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par la cessation du programme PCAN en février 2024. Les contrats nets signés s'établissaient à 0,9 million de dollars au premier trimestre de l'exercice 2025, contre aucun ce trimestre. Les contrats nets signés ont augmenté de 7 % en excluant l'impact du PCAN.

Au premier trimestre de l'exercice 2026, la clientèle de Capital de croissance et transfert d'entreprise a accepté des placements par emprunt totalisant 170,9 millions de dollars, ce qui est supérieur aux acceptations de 124,5 millions de dollars comptabilisées au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à un volume d'activité plus élevé sur le marché du capital pour le transfert d'entreprise et à la taille plus importante des transactions.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, les autorisations du secteur Capital de risque ont totalisé 44,6 millions de dollars (dont des placements directs en capitaux propres de 28,5 millions de dollars, des placements indirects en capitaux propres de 20,0 millions de dollars et des annulations de 3,9 millions de dollars en autorisations de placements par emprunt d'une période antérieure), une diminution importante comparativement à 136,0 millions de dollars (dont des placements directs en capitaux propres de 78,6 millions de dollars, des placements indirects en capitaux propres de 57,1 millions de dollars et des placements par emprunt de 0,3 million de dollars) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le marché du capital-risque a continué de faire face à des défis en raison des tensions commerciales et des incertitudes économiques, minant la confiance des investisseurs, rendant le financement difficile et entraînant une activité de sortie minimale.

Programmes incitatifs pour le capital (PIC)

BDC a continué de jouer un rôle essentiel en gérant les PIC pour le compte du gouvernement du Canada, y compris 390 millions de dollars pour le Plan d'action pour le capital de risque (PACR), 372 millions de dollars pour l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) de 2017, 450 millions de dollars pour l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR)



de 2021, 600 millions de dollars pour la division des Technologies propres et 100 millions de dollars pour le Fonds de croissance autochtone (FCA).

Les autorisations liées aux PIC pour le premier trimestre de l'exercice 2026 ont été nulles, comparativement à 10,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, les fonds destinés au PACR et à l'ICCR ainsi qu'à la division Technologies propres étant maintenant pleinement engagés. Cette diminution de l'activité était attendue alors que nous nous préparons à la transition vers les prochains programmes annoncés par notre actionnaire.

Programme d'accès au crédit (PAC)

Au 30 juin 2025, la valeur comptable du portefeuille de prêts et d'investissements du secteur PAC s'établissait à 1,1 milliard de dollars, comparativement à 1,2 milliard de dollars au 31 mars 2025. Le portefeuille est en décroissance, puisque les mesures de soutien liées à la pandémie de COVID-19 du secteur PAC ont pris fin au cours de l'exercice 2022.

Au cours du mois de mars 2025, le gouvernement du Canada a mandaté BDC pour offrir jusqu'à 500 millions de dollars en prêts de fonds de roulement aux entreprises clientes visées par les nouveaux droits de douane américains, ainsi que des mandats de services-conseils aux entreprises touchées. En réponse, nous avons lancé de nouveaux produits, y compris le programme Pivoter pour se propulser et des reports de versements de prêts préqualifiés à des clientes et clients admissibles, et nous avons élargi le programme Résilience commerciale de Services-conseils. Au premier trimestre de l'exercice 2026, la clientèle de PAC a accepté des prêts totalisant 22,9 millions de dollars dans le cadre du programme Pivoter pour se propulser, et 125 contrats nets de services-conseils totalisant 0,9 million de dollars ont été conclus.

Les acceptations au titre du PCAN se sont établies à 32,6 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 132,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le 19 février 2024, le programme n'accepte plus de nouvelles demandes, mais les demandes existantes étaient toujours en cours de traitement au cours du premier trimestre de l'exercice 2026.

La valeur des garanties émises dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) a atteint 3,7 milliards de dollars depuis la création du programme, et aucune nouvelle autorisation n'est accordée depuis le 31 mars 2022. Au 30 juin 2025, l'exposition réelle aux termes du programme de garantie au titre du PCSTT totalisait 2,6 milliards de dollars contre 2,5 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Sommaire des résultats financiers

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, BDC a affiché un résultat net consolidé de 112,1 millions de dollars, soit un résultat net de 130,2 millions de dollars attribuable à ses principales activités, un résultat net de 17,0 millions de dollars attribuable au secteur PIC et une perte nette de 35,1 millions de dollars attribuable au secteur PAC. En comparaison, BDC a affiché un résultat net consolidé de 161,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit un résultat net de 172,5 millions de dollars attribuable à ses principales activités, un résultat net de 28,7 millions de dollars attribuable au secteur PIC et une perte nette de 40,2 millions de dollars attribuable au secteur PAC.



Résultats financiers

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits d'intérêts nets	520,5	522,7
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(18,7)	(1,7)
Produits de Services-conseils	7,8	13,1
Frais et autres produits	18,4	22,4
Produits nets	528,0	556,5
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(160,0)	(168,8)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	65,8	2,3
Profits (pertes) de change nets	(104,6)	15,5
Profits (pertes) nets sur les autres instruments financiers	(10,0)	(40,9)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	319,2	364,6
Charges opérationnelles et administratives	207,1	203,6
Résultat (perte) net consolidé	112,1	161,0
Résultat (perte) net au titre des principales activités	130,2	172,5

La diminution du résultat net consolidé est principalement attribuable à la hausse des pertes de change nets sur le portefeuille de placements de Capital de risque et à la baisse des profits nets réalisés sur les placements du portefeuille de placements de Capital de croissance et transfert d'entreprise, contrebalancées en partie par la hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements du portefeuille de placements du secteur Capital de risque et la baisse des pertes nettes sur autres instruments financiers du portefeuille de prêts du PAC.



Mesures clés

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	E2026	E2025
Croissance du portefeuille de prêts		
Encours des prêts, valeur comptable brute	42 817,1	40 923,1
Croissance de l'encours du portefeuille (%)	4,6%	8,8%
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(1 682,0)	(1 330,2)
Croissance du portefeuille de placements		
Placements au coût	5 250,8	4 813,7
Croissance du portefeuille (%)	9,1%	8,2%
Placements à la juste valeur	6 362,8	5 937,1
Rentabilité		
Marge sur les produits d'intérêts nets de Financement (%)	4,30%	4,22%
Efficience		
Ration d'efficience (%)	35,6%	34,4%
Gestion du capital		
Ratio interne de capital (principales activités)	110,5%	112,1%
Rendement pour l'actionnaire		
Rendement des capitaux propres ordinaires rajusté	4,7%	6,5%
Rendement des capitaux propres ordinaires rajusté selon la moyenne mobile sur 10 ans	9,4%	10,2%
Dividendes versés sur la base de la performance de l'exercice précédent	50,0	337,0

En juin 2025, un dividende de 50,0 millions a été versé au gouvernement du Canada, l'unique actionnaire de BDC.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

BDC a pour mission d'aider les entrepreneures et entrepreneurs du Canada à bâtir des entreprises solides et résilientes et, ce faisant, de contribuer à accroître la prospérité, la compétitivité et l'inclusivité au pays. Ses valeurs, Uni.es pour les entrepreneur.es, La force des gens et L'impact du courage, sont des éléments fondamentaux de son ADN. Elles lient ce que la Banque représente et la façon dont elle remplit son mandat et met en œuvre sa stratégie d'entreprise.

À titre de seule banque qui se consacre uniquement aux propriétaires d'entreprise du pays, BDC leur offre du financement et des conseils pour bâtir leur entreprise et relever les grands défis de notre époque. La division d'investissement, BDC Capital, offre une vaste gamme de solutions de capital de risque pour contribuer à la croissance des entreprises les plus novatrices au pays.

Les services de BDC ajouteront environ 25 milliards de dollars au PIB canadien au cours des cinq prochaines années, tout en favorisant la création de plus de 40 000 emplois. BDC figure au palmarès des 100 meilleurs employeurs canadiens et parmi les meilleurs employeurs canadiens pour la diversité, et a été la première institution financière au pays à obtenir la certification B Corp.



Table des matières

Rapport de gestion..... 10

Contexte du rapport financier trimestriel 10

Gestion du risque 10

Analyse des résultats financiers..... 11

États financiers consolidés.....25

Ce rapport comprend des déclarations prospectives concernant la situation financière, les résultats, les opérations, les engagements, les objectifs de durabilité et la gestion des risques de BDC. Ces déclarations incluent, mais ne se limitent pas à, des objectifs, des stratégies, des attentes, des estimations et des cibles, et sont intrinsèquement incertaines en raison de nombreux facteurs, hypothèses et risques. De plus, bon nombre des hypothèses, estimations, normes, méthodologies, métriques, mesures, résultats et engagements décrits dans ce rapport continuent d'évoluer et sont basés sur des hypothèses jugées raisonnables au moment de la préparation, mais ne doivent pas être considérés comme des garanties. En conséquence, les résultats réels peuvent différer considérablement des projections, attentes, estimations et prévisions. Les données, métriques, normes et méthodologies peuvent ne pas correspondre à celles utilisées par d'autres organisations ou par BDC à l'avenir.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

Le rapport de gestion présente les différentes activités et initiatives, les risques et les résultats financiers de la Banque de développement du Canada (BDC) pour le trimestre terminé le 30 juin 2025. Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités de BDC inclus dans le présent rapport, qui ont été établis conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Cette analyse doit être également lue en parallèle avec le Rapport annuel 2025 de BDC. Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'énoncé sur l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lectrices et lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2025, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC).

Résultat net consolidé

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Financement	179,9	170,9
Services-conseils	(9,2)	(9,6)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	16,3	20,5
Capital de risque	(56,8)	(9,3)
Résultat net au titre des principales activités	130,2	172,5
Programmes incitatifs pour le capital	17,0	28,7
Programme d'accès au crédit	(35,1)	(40,2)
Résultat (perte) net	112,1	161,0
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	110,9	162,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1,2	(1,0)
Résultat (perte) net	112,1	161,0

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, BDC a dégagé un résultat net consolidé de 112,1 millions de dollars, soit un résultat net de 110,9 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et un résultat net de 1,2 million de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le résultat net consolidé de 161,0 millions de dollars comprenait un résultat net de 162,0 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et une perte nette de 1,0 million de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat net consolidé au titre des principales activités de BDC s'est établi à 130,2 millions de dollars, comparativement à 172,5 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La diminution du résultat net est principalement attribuable à la hausse des pertes de change nettes sur le portefeuille de placements de Capital de risque, à la baisse des profits nets réalisés sur les placements du portefeuille de placements de Capital de croissance et transfert d'entreprise, et à la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur le portefeuille de prêts de Financement, contrebalancées en partie par la hausse des produits d'intérêts nets du secteur Financement et la hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements du portefeuille de placements de Capital de risque.



Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur PIC a enregistré un résultat net consolidé de 17,0 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 28,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du résultat net du secteur PIC s'explique par la baisse des produits d'intérêts nets et la baisse des profits de change nets sur les placements.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur PAC a affiché une perte nette consolidée de 35,1 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 40,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la perte nette du secteur PAC s'explique par la baisse des pertes nettes sur autres instruments financiers et la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues, contrebalancées par la baisse des produits d'intérêts nets et la hausse des pertes nettes réalisées sur les placements.

Résultat global consolidé

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Résultat (perte) net	112,1	161,0
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	(2,1)	4,6
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(2,1)	4,6
Éléments qui ne seront pas reclassés en Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	33,1	77,8
Autres éléments du résultat global	31,0	82,4
Résultat (perte) global total	143,1	243,4
Résultat (perte) global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	141,9	244,4
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1,2	(1,0)
Résultat (perte) global total	143,1	243,4

⁽¹⁾Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies et sont soumis à une volatilité en raison des fluctuations du marché.



Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2025, BDC a comptabilisé un résultat de 31,0 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global consolidé, comparativement à un résultat de 82,4 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global consolidé pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres éléments du résultat global consolidé pour le premier trimestre de l'exercice 2026 est principalement attribuable à un profit de 33,1 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, qui a été inférieur au profit de 77,8 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce profit s'explique principalement par une augmentation du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif net au titre des prestations définies, contrebalancée par la baisse du rendement des actifs des régimes de retraite.

Charges opérationnelles et administratives

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	E2026	E2025
Salaires et avantages sociaux		
Salaires et autres avantages	134,5	130,0
Charge au titre des régimes à prestations définies	11,7	11,9
	146,2	141,9
Locaux et équipements	11,4	11,4
Autres charges		
Honoraires professionnels et de sous-traitance	22,5	25,3
Ordinateurs et logiciels, y compris dotations aux amortissements	19,4	17,4
Communications, publicité et promotion	3,5	3,4
Autres	4,1	4,2
	49,5	50,3
Charges opérationnelles et administratives totales	207,1	203,6
Ratio d'efficience	35,6%	34,4%

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, BDC a comptabilisé des charges opérationnelles et administratives de 207,1 millions de dollars, comparativement à 203,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des salaires et des avantages sociaux pour soutenir la croissance du portefeuille.

Le ratio d'efficience est une mesure de l'efficience avec laquelle BDC engage des charges afin de tirer des produits de ses activités. Ce ratio correspond aux charges opérationnelles et administratives en pourcentage des produits nets. Il exclut les charges liées aux PIC et au PCAN, les charges de retraite, les produits nets de Capital de risque ainsi que les produits nets du Programme financement relais de Capital de risque. Un ratio plus faible indique une efficience supérieure. Le ratio d'efficience de BDC s'est légèrement détérioré pour le trimestre terminé le 30 juin 2025 par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les produits nets ayant diminué, en raison surtout d'une baisse des produits d'intérêts nets du secteur PAC, tandis que les charges opérationnelles et administratives ont augmenté, surtout dans le secteur Financement, en raison de la hausse des salaires et des avantages sociaux pour soutenir la croissance du portefeuille.



Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits d'intérêts nets	458,2	426,6
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(0,3)	-
Frais et autres produits	8,9	7,9
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(119,6)	(112,7)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	-	0,8
Profits (pertes) de change nets	(15,8)	(5,3)
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	(0,1)	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	331,3	317,3
Charges opérationnelles et administratives	151,4	146,4
Résultat (perte) net provenant de Financement	179,9	170,9

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2026	E2025
Produits d'intérêts nets	4,3	4,2
Frais et autres produits	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(1,1)	(1,1)
Profits (pertes) de change nets	(0,2)	(0,1)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	3,1	3,1
Charges opérationnelles et administratives	1,4	1,4
Résultat (perte) net provenant de Financement	1,7	1,7

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net du secteur Financement s'est chiffré à 179,9 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 170,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat net de Financement pour le premier trimestre de l'exercice 2026 s'explique principalement par la hausse des produits d'intérêts nets, attribuable à la croissance du portefeuille et à la hausse des marges dégagées, contrebalancée par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues, la hausse des pertes de change nettes et la hausse des charges opérationnelles et administratives en raison de la hausse des salaires et des avantages sociaux pour soutenir la croissance du portefeuille.



Résultats de Services-conseils

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits	7,8	13,1
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	4,6	7,1
Marge bénéficiaire brute	3,2	6,0
Charges opérationnelles et administratives	12,4	15,6
Perte nette provenant de Services-conseils	(9,2)	(9,6)

¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, Services-conseils a subi une perte nette de 9,2 millions de dollars, contre une perte nette de 9,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute a diminué de 2,8 millions de dollars, en raison surtout de la baisse du nombre de mandats liés au PCAN attribuable à la fin du programme, tandis que les charges opérationnelles et administratives ont diminué de 3,2 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des charges réimputées au secteur PAC en lien avec le nouveau programme Pivoter pour se propulser, qui comprend des solutions de services-conseils.

Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits nets sur les placements	25,2	40,3
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,0)	(7,4)
Profits (pertes) de change nets	3,8	(1,0)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	28,0	31,9
Charges opérationnelles et administratives	11,7	11,4
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	16,3	20,5
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	16,3	20,5
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	16,3	20,5



	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2026	E2025
Produits nets sur les placements	6,8	11,9
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,3)	(2,2)
Profits (pertes) de change nets	1,0	(0,3)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	7,5	9,4
Charges opérationnelles et administratives	3,1	3,4
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	4,4	6,0
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	4,4	6,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	4,4	6,0

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net de Capital de croissance et transfert d'entreprise s'est chiffré à 16,3 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 20,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du résultat net est principalement attribuable à la baisse des profits nets réalisés sur les placements, contrebalancée par la baisse de la variation nette de la moins-value latente sur les placements et la baisse des pertes de change nettes.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 1,0 million de dollars, essentiellement attribuable à la moins-value nette de 4,9 millions de dollars, contrebalancée par un renversement de la moins-value nette sur les placements de 3,9 millions de dollars, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 7,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable essentiellement à la moins-value nette de 6,5 millions de dollars.

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Plus(moins)-value nette	(4,9)	(6,5)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	3,9	(0,9)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,0)	(7,4)



Résultats de Capital de risque

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits nets sur les placements	(8,2)	(8,3)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	52,2	(6,3)
Profits (pertes) de change nets	(86,0)	20,4
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	(42,0)	5,8
Charges opérationnelles et administratives	14,8	15,1
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	(56,8)	(9,3)
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	(58,0)	(8,3)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1,2	(1,0)
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	(56,8)	(9,3)

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, Capital de risque a subi une perte nette de 56,8 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 9,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart défavorable pour le premier trimestre de l'exercice 2026 s'explique principalement par la hausse des pertes de change nettes, contrebalancée en partie par la hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 52,2 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2026, attribuable essentiellement à la plus-value nette, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 6,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Plus(moins)-value nette	40,4	(14,8)
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	11,8	8,5
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	52,2	(6,3)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, des pertes de change nettes sur les placements de 86,0 millions de dollars ont été comptabilisées par suite des fluctuations du taux de change des placements libellés en dollars américains, tandis



que des profits de change nets sur les placements de 20,4 millions de dollars avaient été comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits nets sur les placements	6,3	12,4
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	15,8	17,3
Profits (pertes) de change nets	(3,4)	0,6
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	18,7	30,3
Charges opérationnelles et administratives	1,7	1,6
Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital	17,0	28,7

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur PIC a enregistré un résultat net de 17,0 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 28,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart défavorable pour le premier trimestre de l'exercice 2026 s'explique principalement par la baisse des produits d'intérêts nets, attribuable à la baisse des taux d'intérêt utilisés pour déterminer le montant des intérêts réimputés du secteur Financement et à la baisse des profits de change nets.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, le secteur PIC a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 15,8 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2026 attribuable à une plus-value nette, comparativement à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 17,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable à une plus-value nette de 17,4 millions de dollars.

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Plus(moins)-value nette	15,8	17,4
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	-	(0,1)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	15,8	17,3



Résultats du Programme d'accès au crédit

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Produits d'intérêts nets	28,8	57,0
Produits (pertes) nets sur les placements	(5,1)	(0,9)
Frais et autres produits	6,4	8,3
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(40,4)	(56,1)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,2)	(1,9)
Profits (pertes) de change nets	(3,2)	0,6
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(9,9)	(40,9)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(24,6)	(33,9)
Charges opérationnelles et administratives	10,5	6,3
Résultat (Perte) net provenant du Programme d'accès au crédit	(35,1)	(40,2)

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur PAC a comptabilisé une perte nette de 35,1 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 40,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat du premier trimestre de l'exercice 2026 reflète l'incidence favorable de la baisse des pertes nettes sur autres instruments financiers en raison de la diminution du volume de prêts au titre du PCAN à la suite de la fin du programme, ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues, attribuable surtout aux garanties de prêts du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT). Le tout a été contrebalancé par la baisse des produits d'intérêts nets attribuable au recul du portefeuille, la hausse des pertes nettes réalisées sur les placements et la hausse des charges opérationnelles et administratives en raison des charges réimputées au secteur PAC en lien avec le nouveau programme Pivoter pour se propulser.



Situation financière

(en millions de dollars)	30 juin 2025	31 mars 2025
Trésorerie	1 623,8	1 547,8
Titres adossés à des créances mobilières	1 121,1	1 202,6
Prêts, valeur comptable brute	42 817,1	42 405,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(1 682,0)	(1 633,6)
Placements	6 362,8	6 306,3
Actif net au titre des prestations définies	436,5	417,0
Autres	274,9	258,0
Total des actifs	50 954,2	50 504,0
Emprunts	34 312,1	33 935,7
Passif net au titre des prestations définies	223,2	236,5
Pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts	555,3	564,7
Autres	441,2	437,8
Total des passifs	35 531,8	35 174,7
Total des capitaux propres	15 422,4	15 329,3

Au 30 juin 2025, le total des actifs de BDC s'établissait à 50,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,4 milliard de dollars par rapport au 31 mars 2025, qui s'explique principalement par l'augmentation de 0,4 milliard de dollars du portefeuille de prêts net.

Le portefeuille de prêts de 41,1 milliards de dollars représentait le principal actif de BDC (portefeuille brut de 42,8 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 1,7 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 1,0 % au cours du trimestre terminé le 30 juin 2025, en raison d'une hausse du niveau des activités du portefeuille de Financement.

Le portefeuille de placements de BDC, c'est-à-dire les placements par emprunt, les placements directs en capitaux propres et les placements indirects en capitaux propres dans des fonds, totalisait 6,4 milliards de dollars, comparativement à 6,3 milliards de dollars au 31 mars 2025. L'augmentation de 0,1 milliard de dollars s'explique surtout par les décaissements nets.

Au 30 juin 2025, BDC a comptabilisé un actif net au titre des prestations définies de 436,5 millions de dollars lié au régime de retraite agréé, ainsi qu'un passif net au titre des prestations définies de 223,2 millions de dollars pour les autres régimes, ce qui représente un actif net total au titre des prestations définies de 213,3 millions de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 32,8 millions de dollars par rapport au total de l'actif net au titre des prestations définies au 31 mars 2025, laquelle découle principalement des profits sur les réévaluations comptabilisées au premier trimestre de l'exercice 2026. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 12 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 1 623,8 millions de dollars au 30 juin 2025, comparativement à 1 547,8 millions de dollars au 31 mars 2025.



Au 30 juin 2025, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 34,3 milliards de dollars d'emprunts et de 15,4 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprenaient des billets à court terme de 22,0 milliards de dollars et des billets à long terme de 12,3 milliards de dollars.

Trésorerie

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2026	E2025
Flux de trésorerie provenant (affectés) aux activités opérationnelles	(214,6)	(558,2)
Flux de trésorerie provenant (affectés) aux activités d'investissement	(40,9)	(196,6)
Flux de trésorerie provenant (affectés) aux activités de financement	331,5	835,0
Variation de la trésorerie	76,0	80,2

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 214,6 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 40,9 millions de dollars en raison des décaissements nets sur les placements, contrebalancés par les remboursements nets sur les titres adossés à des créances mobilières. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 331,5 millions de dollars, principalement en raison de la variation nette de 385,0 millions de dollars des emprunts, contrebalancée par le versement d'un dividende de 50,0 millions de dollars.



Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible avec sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

	30 juin 2025	31 mars 2025
(en millions de dollars)		
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	15 419	15 327
Immobilisations incorporelles, déduction faite du cumul des amortissements	(48)	(49)
Actif net au titre des prestations définies	(436)	(417)
Ajustements relatifs à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	540	533
Partie des capitaux propres attribuables aux PIC	(2 523)	(2 506)
Partie des capitaux propres attribuables au PAC	(1 660)	(1 695)
Ajustement du capital disponible	(4 127)	(4 134)
Total du capital disponible (a)	11 292	11 193
Capital requis (b)	10 223	10 128
Situation de capital (a-b)	1 069	1 065
Fourchette opérationnelle de gestion (c)	769	754
Capital généré au-delà du taux cible interne (a-b-c)	300	311
Ratio interne de capital	110,5%	110,5%

Au 30 juin 2025, le ratio interne de capital de BDC, compte non tenu des secteurs PIC et PAC, s'établissait à 110,5 %, une valeur supérieure au ratio de capital cible et stable depuis le 31 mars 2025. Le ratio de capital réglementaire de BDC est bien supérieur aux exigences minimales en matière de capital réglementaire, et BDC est bien positionnée pour continuer à soutenir les PME canadiennes.



Analyse du Plan d'entreprise

Principales mesures financières

	Trimestre terminé le 30 juin	
	Actuel E2026	Plan E2026
Rendement des capitaux propres ordinaires rajusté	4,7%	7,2%
Rendement des capitaux propres ordinaires rajusté selon la moyenne mobile sur 10 ans	9,4%	9,7%
Ratio d'efficiency de BDC	35,6%	37,8%
Ratio interne de capital (principales activités)	110,5%	108,5%

Le rendement des capitaux propres rajusté s'établissait à 4,7 % au 30 juin 2025, en baisse par rapport à 7,2 % selon le plan d'entreprise. Cette diminution s'explique principalement par le résultat net moins élevé que prévu de Capital de risque en raison de pertes de change nettes de 86,0 millions de dollars. Compte tenu du niveau élevé d'incertitude entourant cet élément, les prévisions du Plan d'entreprise privilégient une position neutre en ce qui concerne les profits et pertes de change.

Le ratio d'efficiency de BDC pour le premier trimestre de l'exercice 2026 s'est établi à 35,6 %, soit un meilleur ratio que le ratio de 37,8 % prévu, en raison essentiellement de charges opérationnelles et administratives moins élevées que prévu, qui s'expliquent par la baisse des salaires et des avantages sociaux découlant d'une main-d'œuvre moins nombreuse que prévu, ainsi que par des frais professionnels moins élevés que prévu. Le ratio interne de capital s'est établi à 110,5 %, soit un niveau supérieur à celui prévu de 108,5 %, étant donné que le montant du capital requis a été moins élevé que prévu pour les portefeuilles de Financement et de Capital de risque.



Résultat net consolidé

	Trimestre terminé le 30 juin	
(\$ in millions)	Actuel E2026	Plan E2025
Produits d'intérêts nets	520,5	517,6
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(18,7)	(8,3)
Produits de Services-conseils	7,8	8,6
Frais et autres produits	18,4	21,2
Produits nets	528,0	539,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(160,0)	(158,2)
Variation nette de la plus(moins) value latente sur les placements	65,8	24,2
Profits (pertes) de change nets	(104,6)	-
Profits (pertes) nets sur les autres instruments financiers	(10,0)	(45,7)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	319,2	359,4
Charges opérationnelles et administratives	207,1	218,5
Résultat (perte) net consolidé	112,1	140,9
Résultat (perte) net au titre des principales activités	130,2	203,3

Le résultat net consolidé de BDC pour le premier trimestre de l'exercice 2026 a totalisé 112,1 millions de dollars, soit 28,8 millions de dollars de moins que prévu dans le plan d'entreprise. Cet écart s'explique essentiellement par les pertes de change nettes plus élevées que prévu dans les secteurs Capital de risque et Programmes incitatifs pour le capital. Ces incidences ont été contrebalancées en partie par une plus-value latente plus grande que prévu des placements dans ces mêmes secteurs ainsi que par des pertes nettes sur autres instruments financiers moins élevées que prévu dans le secteur PAC en raison des acceptations au titre du PCAN moins élevées que prévu.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	26
État consolidé de la situation financière.....	27
État consolidé des résultats.....	28
État consolidé du résultat global.....	29
État consolidé des variations des capitaux propres	30
Tableau consolidé des flux de trésorerie	31
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	32
Note 1: Description générale de BDC.....	32
Note 2: Base d'établissement	32
Note 3: Méthodes comptables significatives.....	33
Note 4: Jugements, estimations et hypothèses comptables importants.....	33
Note 5: Juste valeur des instruments financiers	34
Note 6: Titres adossés à des créances mobilières	35
Note 7: Prêts	36
Note 8: Placements.....	38
Note 9: Capital social	40
Note 10: Informations sectorielles.....	41
Note 11: Garanties	45
Note 12: Transactions entre parties liées	46



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi qu'à des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Isabelle Hudon

Présidente et cheffe de la direction

Christian Settano, CPA

Chef de la direction financière

Montréal, Canada

Le 13 août 2025



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2025	31 mars 2025
ACTIFS			
Trésorerie		1 623 780	1 547 771
Actifs dérivés		4 692	454
Titres adossés à des créances mobilières	6	1 121 117	1 202 586
Prêts			
Prêts, valeur comptable brute	7	42 817 168	42 405 851
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues	7	(1 682 038)	(1 633 600)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues		41 135 130	40 772 251
Placements	8	6 362 761	6 306 293
Immobilisations corporelles		56 026	55 341
Immobilisations incorporelles		47 948	49 321
Actifs au titre du droit d'utilisation		75 165	77 520
Actif net au titre des prestations définies		436 488	417 040
Autres actifs		91 149	75 436
Total des actifs		50 954 256	50 504 013
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs, frais courus et autres passifs		347 704	341 211
Passifs dérivés		3 003	3 853
Emprunts			
Billets à court terme		22 004 433	21 254 049
Billets à long terme		12 307 736	12 681 699
Total des emprunts		34 312 169	33 935 748
Obligations locatives			
Obligations locatives à court terme		13 866	13 681
Obligations locatives à long terme		76 646	79 011
Total des obligations locatives		90 512	92 692
Passif net au titre des prestations définies		223 169	236 498
Pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts	7,11	555 262	564 721
Total des passifs		35 531 819	35 174 723
Capitaux propres			
Capital social	9	6 239 900	6 239 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		9 135 273	9 041 178
Cumul des autres éléments du résultat global		16 856	18 977
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		15 419 807	15 327 833
Participations ne donnant pas le contrôle		2 630	1 457
Total des capitaux propres		15 422 437	15 329 290
Total des passifs et des capitaux propres		50 954 256	50 504 013

Garanties (note 11)

Engagements (notes 7, 8, et 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Trimestre terminé le 30 juin	
		2025	2024
Produits d'intérêts		770 452	836 224
Charges d'intérêts		249 985	313 489
Produits d'intérêts nets		520 467	522 735
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements		(18 735)	(1 688)
Produits de Services-conseils		7 828	13 118
Frais et autres produits		18 451	22 363
Produits nets		528 011	556 528
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues		(160 020)	(168 807)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements		65 860	2 327
Profits (pertes) de change nets		(104 650)	15 504
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers		(9 947)	(40 934)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives		319 254	364 618
Salaires et avantages du personnel		146 192	141 887
Locaux et équipement		11 388	11 447
Autres charges		49 551	50 299
Charges opérationnelles et administratives		207 131	203 633
Résultat (perte) net		112 123	160 985
Résultat (perte) net attribuable :			
À l'actionnaire de BDC		110 950	162 028
Aux participations ne donnant pas le contrôle		1 173	(1 043)
Résultat (perte) net		112 123	160 985

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés. La note 10 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en milliers de dollars canadiens)	2025	2024
Résultat (perte) net	112 123	160 985
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2 121)	4 612
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(2 121)	4 612
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	33 145	77 780
Autres éléments du résultat global	31 024	82 392
Résultat (perte) global total	143 147	243 377
Résultat (perte) global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	141 974	244 420
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 173	(1 043)
Résultat (perte) global total	143 147	243 377

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

				Cumul des autres éléments du résultat global			
	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Capitaux propres attribuables à à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en milliers de dollars canadiens)							
Solde au 31 mars 2025	6 239 900	27 778	9 041 178	18 977	15 327 833	1 457	15 329 290
Résultat (perte) global total							
Résultat (perte) net			110 950		110 950	1 173	112 123
Autres éléments du résultat global							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(2 121)	(2 121)		(2 121)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			33 145		33 145		33 145
Autres éléments du résultat global	-	-	33 145	(2 121)	31 024	-	31 024
Résultat (perte) global total	-	-	144 095	(2 121)	141 974	1 173	143 147
Dividendes sur les actions ordinaires			(50 000)		(50 000)		(50 000)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(50 000)	-	(50 000)	-	(50 000)
Solde au 30 juin 2025	6 239 900	27 778	9 135 273	16 856	15 419 807	2 630	15 422 437

				Cumul des autres éléments du résultat global			
	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Capitaux propres attribuables à à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en milliers de dollars canadiens)							
Solde au 31 mars 2024	7 639 900	27 778	8 873 078	(14 301)	16 526 455	3 120	16 529 575
Résultat (perte) global total							
Résultat (perte) net			162 028		162 028	(1 043)	160 985
Autres éléments du résultat global							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				4 612	4 612		4 612
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			77 780		77 780		77 780
Autres éléments du résultat global	-	-	77 780	4 612	82 392	-	82 392
Résultat (perte) global total	-	-	239 808	4 612	244 420	(1 043)	243 377
Dividendes sur les actions ordinaires			(337 000)		(337 000)		(337 000)
Emission d'actions ordinaires	(1 500 000)				(1 500 000)		(1 500 000)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	(1 500 000)	-	(337 000)	-	(1 837 000)	-	(1 837 000)
Solde au 30 juin 2024	6 139 900	27 778	8 775 886	(9 689)	14 933 875	2 077	14 935 955

⁽¹⁾ Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	30 juin	2024
	2025	2024
Activités opérationnelles		
Résultat (perte) net	112 123	160 985
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets		
Produits d'intérêts	(770 452)	(836 224)
Charges d'intérêts	249 438	312 948
Intérêts sur les obligations locatives	547	541
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	18 735	1 688
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	160 020	168 807
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	(65 860)	(2 327)
Pertes (profits) de change nets latents	151 436	(29 080)
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	370	4 295
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	6 196	5 752
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 120	3 106
Autres	5 298	(20 813)
Charges d'intérêts payées	(256 575)	(298 915)
Produits d'intérêts reçus	758 170	829 729
Réclamations sur garanties payées	(65 178)	(72 104)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Variation nette des prêts	(527 145)	(788 701)
Variation nette des créditeurs, frais courus et autres passifs	20 834	15 866
Variation nette des autres actifs	(15 712)	(13 748)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	(214 635)	(558 195)
Activités d'investissement		
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(66 943)	(156 937)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	146 182	144 664
Décaissements sur les placements	(239 988)	(289 681)
Remboursements sur les placements	72 820	88 410
Produits de la vente de placements	52 573	21 008
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 533)	(1 267)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 975)	(2 797)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(40 864)	(196 600)
Activités de financement		
Variation nette des billets à court terme	753 000	1 919 000
Émission de billets à long terme	441 000	1 297 000
Remboursements de billets à long terme	(809 000)	(540 000)
Rachat d'actions ordinaires	-	(1 500 000)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(50 000)	(337 000)
Paieement des obligations locatives	(3 492)	(3 965)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	331 508	835 035
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	76 009	80 240
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 547 771	919 278
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 623 780	999 518

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement des capitaux propres approprié à l'appui de l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de l'Industrie.

2.

Base d'établissement

Déclaration de conformité

BDC a établi ses états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (normes IFRS de comptabilité).

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2025. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 71 à 133 du Rapport annuel 2025 de BDC.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 13 août 2025 par le conseil d'administration.



3.

Méthodes comptables significatives

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2025. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2025 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 71 à 133 de ce rapport.

4.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels résumés figurent à la page 83 du Rapport annuel 2025.

L'incertitude actuelle entourant les politiques tarifaires, en particulier le manque de clarté concernant leur mise en place future, qui a déjà un effet modérateur sur l'investissement, continue de saper la confiance des entreprises. Ces dynamiques exposent les flux commerciaux à des risques, provoquent une hausse du coût des intrants et peuvent plomber la croissance de l'économie, induisant plus de volatilité, ce qui pourrait avoir des incidences considérables sur les pertes de crédit attendues selon l'IFRS 9. Voir la note 7, *Prêts*, pour plus d'informations sur les hypothèses concernant les informations prospectives incluses dans l'évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.



5.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques
- Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement
- Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données de marché importantes non observables

Il n'y a eu aucun transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 ni entre le Niveau 2 et le Niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les Niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des placements inscrits en bourse deviennent des placements privés pendant les périodes présentées.

Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

				30 juin 2025
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs				
Actifs dérivés	-	4 692	-	4 692
Titres adossés à des créances mobilières	-	1 121 117	-	1 121 117
Placements	48 421	-	6 314 340	6 362 761
	48 421	1 125 809	6 314 340	7 488 570
Passifs				
Passifs dérivés	-	3 003	-	3 003
	-	3 003	-	3 003

				31 mars 2025
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs				
Actifs dérivés	-	454	-	454
Titres adossés à des créances mobilières	-	1 202 586	-	1 202 586
Placements	43 632	-	6 262 661	6 306 293
	43 632	1 203 040	6 262 661	7 509 333
Passifs				
Passifs dérivés	-	3 853	-	3 853
	-	3 853	-	3 853

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le Niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	30 juin 2025
	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2025	6 262 661
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	274
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	41 303
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	(85 052)
Décassements sur les placements	239 988
Remboursements sur les placements et autres	(144 834)
Juste valeur au 30 juin 2025	6 314 340

	31 mars 2025
	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2024	5 652 600
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(42 313)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(64 857)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	91 579
Décassements sur les placements	1 107 385
Remboursements sur les placements et autres	(480 559)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	(1 174)
Juste valeur au 31 mars 2025	6 262 661

6.

Titres adossés à des créances mobilières

Le tableau qui suit présente sommairement les TACM selon le classement des instruments financiers.

	30 juin 2025	31 mars 2025
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	1 133 745	1 212 445
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	(29 017)	(26 896)
Valeur comptable	1 104 728	1 185 549
Rendement	4,39%	4,40%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	21 319	21 987
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	(4 930)	(4 950)
Valeur comptable	16 389	17 037
Rendement	8,83%	8,88%
Titres adossés à des créances mobilières	1 121 117	1 202 586

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2025, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 17,7 millions de dollars, découlant d'une augmentation importante du risque de crédit, a été comptabilisée à l'égard d'une partie du portefeuille de TACM classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Aucune dotation à la provision supplémentaire n'a été comptabilisée pour le trimestre terminé le 30 juin 2025. La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a été comptabilisée à l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues, et la perte correspondante a été comptabilisée dans la variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG à l'état consolidé du résultat global.



7.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	543 918	5 058 782	35 583 840	41 186 540	(936 468)	40 250 072
Douteux	71 917	257 486	1 301 225	1 630 628	(745 570)	885 058
Prêts au 30 juin 2025	615 835	5 316 268	36 885 065	42 817 168	(1 682 038)	41 135 130

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	439 756	5 064 267	35 274 915	40 778 938	(907 196)	39 871 742
Douteux	73 307	246 809	1 306 797	1 626 913	(726 404)	900 509
Prêts au 31 mars 2025	513 063	5 311 076	36 581 712	42 405 851	(1 633 600)	40 772 251

Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2025	388 039	519 157	726 404	1 633 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	62 943	(62 553)	(390)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(65 755)	75 895	(10 140)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(872)	(14 471)	15 343	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(58 118)	50 803	93 964	86 649
Actifs financiers remboursés en totalité	(10 669)	(14 923)	(15 761)	(41 353)
Nouveaux actifs financiers créés	58 008	9 442	-	67 450
Radiations	-	-	(73 938)	(73 938)
Recouvrements	-	-	11 391	11 391
Variation des taux de change et autres	(162)	(296)	(1 303)	(1 761)
Solde au 30 juin 2025	373 414	563 054	745 570	1 682 038

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2024	405 580	410 732	455 538	1 271 850
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	163 511	(159 893)	(3 618)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(181 216)	219 883	(38 667)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(4 261)	(99 708)	103 969	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(194 570)	181 787	489 117	476 334
Actifs financiers remboursés en totalité	(39 818)	(48 231)	(35 240)	(123 289)
Nouveaux actifs financiers créés	238 523	18 165	-	256 688
Radiations	-	-	(286 482)	(286 482)
Recouvrements	-	-	40 470	40 470
Variation des taux de change et autres	290	(3 578)	1 317	(1 971)
Solde au 31 mars 2025	388 039	519 157	726 404	1 633 600

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des variations de la valeur comptable brute, des changements du risque de crédit liés aux prêts existants et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les concentrations, par répartition géographique ainsi que par secteur d'activité, du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés sont illustrées dans les tableaux ci-dessous.

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'élevaient à 4 385 747 \$ au 30 juin 2025 (1 251 020 \$ à taux fixe; 3 134 377 \$ à taux flottant; 350 \$ à taux d'intérêt nul) (4 157 102 \$ au 31 mars 2025 [1 188 121 \$ à taux fixe; 2 963 131 \$ à taux flottant; 5 850 \$ à taux d'intérêt nul]). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 6,15 % sur les engagements relatifs aux prêts portant intérêt (6,30 % au 31 mars 2025).

	30 juin 2025		31 mars 2025	
Répartition géographique	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	796 666	48 849	766 785	56 435
Île-du-Prince-Édouard	104 319	1 801	75 021	3 140
Nouvelle-Écosse	789 771	59 619	771 378	57 827
Nouveau-Brunswick	570 166	59 565	557 583	72 894
Québec	13 927 566	1 605 007	13 766 233	1 481 673
Ontario	11 500 490	998 790	11 570 304	995 837
Manitoba	1 188 224	89 165	1 165 354	94 802
Saskatchewan	1 073 264	69 615	1 086 457	66 400
Alberta	5 817 729	805 305	5 720 037	801 672
Colombie-Britannique	6 839 385	619 854	6 721 409	511 619
Yukon	118 457	11 922	116 428	11 235
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	91 131	16 255	88 862	3 568
Total des prêts en cours	42 817 168	4 385 747	42 405 851	4 157 102

	30 juin 2025		31 mars 2025	
Répartition par secteur d'activités	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Commerce de gros et de détail	8 957 671	776 871	8 841 017	720 497
Fabrication	8 542 506	1 179 631	8 550 289	1 052 862
Industries de services	6 781 042	458 154	6 757 912	472 854
Immeubles commerciaux	4 481 319	299 730	4 374 271	275 433
Construction	4 163 711	411 100	4 169 422	369 495
Tourisme	3 882 340	362 392	3 871 740	303 350
Transport et entreposage	3 010 820	247 688	2 935 030	272 278
Ressources	1 636 455	486 662	1 561 973	510 093
Autres	1 361 304	163 519	1 344 197	180 240
Total des prêts en cours	42 817 168	4 385 747	42 405 851	4 157 102

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements qui est incluse dans les pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts dans l'état consolidé de la situation financière.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2025	48 056	16 410	-	64 466
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	2 736	(2 736)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(4 651)	4 651	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	145	4 128	-	4 273
Augmentation (diminution) nette des engagements	5 144	(5 301)	-	(157)
Variation des taux de change et autres	(48)	(49)	-	(97)
Solde au 30 juin 2025	51 382	17 103	-	68 485

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2024	55 504	10 781	-	66 285
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	2 707	(2 707)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(11 788)	11 788	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	2 536	15 374	-	17 910
Augmentation (diminution) nette des engagements	(660)	(18 032)	-	(18 692)
Variation des taux de change et autres	(243)	(794)	-	(1 037)
Solde au 31 mars 2025	48 056	16 410	-	64 466

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des changements dans les montants des engagements, des changements dans le risque de crédit liés aux prêts existants et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.

8.

Placements

BDC détient un portefeuille de placements par emprunts qui est assorti d'un risque moyen à élevé et un portefeuille de placements directs et indirects en capitaux propres assorti d'un risque élevé. Tous les placements, qui sont détenus à plus long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu des portefeuilles de placements et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

Type de placement	30 juin 2025			31 mars 2025		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs						
Par emprunt	1 475 917	1 570 565	156 194	1 413 542	1 504 391	195 437
En capitaux propres	2 451 092	2 087 185	41 424	2 460 847	2 100 757	61 971
	3 927 009	3 657 750	197 618	3 874 389	3 605 148	257 408
Placements indirects en capitaux propres dans des fonds	2 435 752	1 593 077	1 185 017	2 431 904	1 569 259	1 218 499
Placements	6 362 761	5 250 827	1 382 635	6 306 293	5 174 407	1 475 907

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Le tableau qui suit résume les placements par emprunt en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 juin 2025	172 024	1 137 935	260 606	1 570 565	1 475 917
Au 31 mars 2024	134 112	1 091 904	278 375	1 504 391	1 413 542

Les placements par emprunt ont un rang inférieur par rapport aux autres emprunts d'une société.

Les placements par emprunt en cours et les engagements connexes classés par répartition géographique et par secteur d'activité sont illustrés dans les tableaux qui suivent. Les engagements relatifs aux placements par emprunt comprennent des montants de 44 373 \$ à taux fixe et de 111 821 \$ à taux flottant (81 551 \$ et 113 886 \$, respectivement, au 31 mars 2025), dont le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 9,4 % (9,3 % sur les engagements relatifs aux placements par emprunt au 31 mars 2025), excluant les rendements autres qu'en intérêts.

	30 juin 2025			31 mars 2025		
Répartition géographique	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	21 842	22 743	-	20 335	21 236	2 000
Île-du-Prince-Édouard	2 472	2 404	-	2 551	2 482	-
Nouvelle-Écosse	20 926	25 662	800	21 695	24 774	2 043
Nouveau-Brunswick	14 665	15 614	2 250	13 505	14 454	2 550
Québec	541 699	560 518	55 740	481 098	502 335	87 412
Ontario	573 696	610 294	71 488	581 953	613 250	64 630
Manitoba	35 678	35 281	-	34 996	34 599	1 800
Saskatchewan	31 186	33 831	-	30 697	33 341	1 000
Alberta	111 072	135 307	8 955	103 854	128 107	18 040
Colombie-Britannique	120 899	127 271	16 962	121 007	128 104	15 962
Yukon	1 782	1 640	-	1 851	1 709	-
Placements par emprunt	1 475 917	1 570 565	156 194	1 413 542	1 504 391	195 437

	30 juin 2025			31 mars 2025		
Répartition par secteur d'activité	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Industries de services	501 157	520 362	55 619	462 329	479 196	87 955
Fabrication	328 427	350 833	48 365	326 100	345 790	40 141
Commerce de gros et de détail	246 197	267 902	9 120	239 305	260 899	13 541
Industries de l'information	179 243	188 467	35 840	185 788	196 434	27 940
Construction	125 215	128 010	4 250	115 775	118 492	10 710
Ressources	34 262	54 446	2 000	30 059	50 248	4 000
Transport et entreposage	26 785	26 503	1 000	20 040	19 758	7 550
Tourisme	14 870	14 827	-	14 976	14 933	1 800
Services éducatifs	14 139	13 620	-	15 175	14 672	-
Autres	5 622	5 595	-	3 995	3 969	1 800
Placements par emprunt	1 475 917	1 570 565	156 194	1 413 542	1 504 391	195 437

La concentration la plus significative des placements par emprunt résultant d'une débitrice ou d'un débiteur unique ou d'un groupe de clientes ou clients étroitement liés au 30 juin 2025 était de 1,9 % du total des placements par emprunt au coût (1,8 % au 31 mars 2025). Le portefeuille de placements par emprunt est composé majoritairement de débentures.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



La concentration des placements directs en capitaux propres selon le secteur d'activité est illustrée ci-dessous. Le placement le plus important correspondait à 2,1 % du total des placements directs en capitaux propres au coût (2,1 % au 31 mars 2025).

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2025			31 mars 2025		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Technologie de l'information	778 357	719 974	4 998	782 657	710 754	22 224
Fabrication	406 715	246 604	8 028	411 089	251 189	8 200
Industries de services	368 340	294 355	276	370 494	291 273	5 000
Communications	246 658	161 403	843	242 677	155 896	882
Ressources	133 550	153 004	1 676	139 399	160 281	1 676
Électronique	107 687	110 789	2 572	110 766	110 002	3 358
Industriel	87 666	97 115	4 557	88 464	118 005	3 443
Commerce de gros et de détail	74 963	60 692	-	71 107	60 692	-
Médecine et soins de santé	64 387	73 042	250	68 888	74 849	250
Transport et entreposage	62 718	31 283	-	62 718	31 283	-
Énergie	28 017	31 754	482	25 245	31 754	481
Biotechnologie et pharmacologie	22 882	30 906	4 230	21 318	33 156	4 230
Construction	21 773	21 773	-	23 019	23 019	-
Services éducatifs	7 726	2 400	661	7 726	2 400	661
Autres	39 653	52 091	12 851	35 280	46 204	11 566
Placements directs en capitaux propres	2 451 092	2 087 185	41 424	2 460 847	2 100 757	61 971

9.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 juin 2025, 62 399 000 actions ordinaires étaient en circulation (62 399 000 actions ordinaires au 31 mars 2025).

Conformément à la politique de BDC en matière de gestion du capital et de dividendes, à la date d'approbation des états financiers consolidés de l'exercice 2025, un dividende de 50,0 millions de dollars a été déclaré, soit 0,8 \$ par action, selon le rendement de l'exercice 2025.

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

Le total du capital versé, de tout surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres ne peut en aucun cas dépasser 20,0 milliards de dollars en vertu de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* de 1995, modifiée en mars 2020.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2025 et de l'exercice terminé le 31 mars 2025, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible avec sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.



Capital disponible

Le capital disponible comprend les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC (capital social, surplus d'apport et bénéfices non distribués) et les ajustements effectués conformément aux meilleures pratiques de l'industrie.

Capital requis

BDC s'appuie sur des modèles rigoureux pour évaluer la demande de capital découlant du risque lié au crédit et aux placements, du risque opérationnel, du risque d'entreprise et du risque de marché. Le capital économique constitue une mesure du risque utilisée pour déterminer le montant de capital requis afin d'assurer la solvabilité d'une institution financière, compte tenu de son profil de risque.

10.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC). Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis ainsi que des garanties de prêts en portant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI). Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks. Ce secteur comprend également le Programme de prêts accélérateurs d'entreprises de BDC (anciennement garantie de prêt accélérateur), qui permet aux propriétaires d'entreprise d'obtenir des liquidités additionnelles sous forme de garanties de prêts par l'entremise des institutions financières partenaires.
- **Services-conseils** offre des services-conseils, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales, tels que des formations et du contenu éducatif gratuits en ligne.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** comprend des placements par emprunt sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que du financement par quasi-capitaux propres, comportant des modalités de remboursement souples avec garantie limitée, afin de soutenir les PME dans le cadre de leurs projets de croissance et de transfert d'entreprise.
- **Capital de risque** comprend des investissements en Capital de risque (CR), des Investissements de croissance (IC), du Financement sur actifs de propriété intellectuelle (PI) et le Fonds Technologies pour le climat II. Le secteur Capital de risque offre des placements par emprunt et en capitaux propres pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. Les placements en capitaux propres de Capital de risque sont axés sur les entreprises à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. BDC effectue aussi des placements indirects en capitaux propres au moyen de fonds d'investissement en capital de risque. Les investissements de croissance sont des placements en capitaux propres visant à soutenir la croissance d'entreprises à potentiel élevé au Canada tout en mettant l'accent sur les moyennes entreprises. Le Fonds PI offre du financement par emprunt et en capitaux propres visant les entreprises riches en propriété intellectuelle. Le Fonds Technologies pour le climat II effectue des placements en capitaux propres dans des entreprises canadiennes de technologies propres visant à contribuer à la transition du Canada vers une économie durable faible en émissions de carbone.



- **Programmes incitatifs pour le capital** comprend les placements directs et indirects en capitaux propres dans le Plan d'action pour le capital de risque (PACR), l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), la division Technologies propres et le Fonds de croissance autochtone (FCA). Toutes ces composantes sont parrainées par le gouvernement fédéral. Le PACR vise à accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire et directement dans des sociétés partout au Canada. Il appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseuses ou des investisseurs institutionnels, des sociétés qui réalisent des investissements stratégiques ainsi que les provinces intéressées. L'ICCR est une initiative visant à investir du capital par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui sont à un stade plus avancé de développement. La division Technologies propres effectue des placements en capitaux propres dans des entreprises de technologies propres prometteuses afin de contribuer à bâtir des entreprises canadiennes de technologies propres concurrentielles à l'échelle mondiale. Enfin, le FCA est un fonds d'investissement qui offre aux propriétaires d'entreprise autochtones de tous les secteurs un accès à des capitaux sous forme de prêts aux entreprises, lesquels seront accordés par un réseau d'institutions financières autochtones à l'échelle du pays.
- Le **Programme d'accès au crédit (PAC)** inclut des initiatives mises en place à la demande de notre unique actionnaire, le Gouvernement du Canada, afin d'accroître la disponibilité du capital pour les besoins spécifiques des PME, tels que les initiatives au soutien lié à la COVID-19, les projets d'adoption numérique et les programmes d'aide en lien avec les tarifs américains. Pendant la crise de la COVID-19, une série de mesures a été lancée dans le but d'aider les entreprises canadiennes à surmonter les défis engendrés par la pandémie. Ces mesures comprennent le Programme de crédit aux entreprises qui est offert en collaboration avec des institutions de prêt du secteur privé, le Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT), en vertu duquel les institutions financières fournissent aux entreprises admissibles des prêts garantis à 100 % par BDC ainsi que des mesures offertes directement par BDC. À mesure que les petites entreprises se sont adaptées aux répercussions durables de la pandémie de COVID-19, notre actionnaire a lancé le Programme canadien d'adoption du numérique (PCAN) pour aider les petites et moyennes entreprises à adopter les technologies numériques et à demeurer concurrentielles en leur donnant accès à de l'expertise et à du financement par le biais de prêts sans intérêt offerts par BDC. Les mesures d'aide liées à la COVID-19 du PAC ont pris fin à l'exercice 2022, et le PCAN n'acceptait plus de demandes à la fin de l'exercice 2024. À la fin de l'exercice 2025, le Gouvernement du Canada a demandé l'aide de la BDC afin de rendre disponibles jusqu'à 500 millions de dollars en prêts de fonds de roulement aux clients touchés par les nouveaux tarifs américains, ainsi que d'offrir des mandats de consultation aux entreprises concernées.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le
30 juin 2025

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	770 452	712 535	-	34 385	347	336	22 849
Charges d'intérêts	249 985	254 307	-	7 494	128	(5 967)	(5 977)
Produits d'intérêts nets	520 467	458 228	-	26 891	219	6 303	28 826
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(18 735)	(250)	-	(4 234)	(9 116)	-	(5 135)
Produits de Services-conseils	7 828	-	7 782	-	-	-	46
Frais et autres produits	18 451	8 858	-	2 495	654	39	6 405
Produits nets	528 011	466 836	7 782	25 152	(8 243)	6 342	30 142
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(160 020)	(119 612)	-	-	-	-	(40 408)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	65 860	20	-	(984)	52 236	15 774	(1 186)
Profits (pertes) de change nets	(104 650)	(15 785)	-	3 807	(86 011)	(3 444)	(3 217)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(9 947)	(89)	-	-	-	-	(9 858)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	319 254	331 370	7 782	27 975	(42 018)	18 672	(24 527)
Salaires et avantages du personnel	146 192	106 614	10 396	9 992	11 700	1 341	6 149
Locaux et équipement	11 388	8 747	686	511	770	177	497
Autres charges	49 551	36 010	5 952	1 154	2 295	198	3 942
Charges opérationnelles et administratives	207 131	151 371	17 034	11 657	14 765	1 716	10 588
Résultat (perte) net	112 123	179 999	(9 252)	16 318	(56 783)	16 956	(35 115)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	110 950	179 999	(9 252)	16 323	(57 961)	16 956	(35 115)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 173	-	-	(5)	1 178	-	-
Résultat (perte) net	112 123	179 999	(9 252)	16 318	(56 783)	16 956	(35 115)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin 2025							
Titres adossés à des créances mobilières	1 121 117	1 121 117	-	-	-	-	-
Prêts, valeur comptable brute	42 817 168	41 681 220	-	-	-	-	1 135 948
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(1 682 038)	(1 600 039)	-	-	-	-	(81 999)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	41 135 130	40 081 181	-	-	-	-	1 053 949
Placements par emprunt	1 475 917	6 370	-	1 430 265	35 871	-	3 411
Placements directs en capitaux propres	2 451 092	-	-	-	1 968 257	410 110	72 725
Placements indirects en capitaux propres dans des fonds	2 435 752	-	-	-	1 216 067	1 219 685	-
Placements	6 362 761	6 370	-	1 430 265	3 220 195	1 629 795	76 136
Portefeuille total	48 619 008	41 208 668	-	1 430 265	3 220 195	1 629 795	1 130 085
Engagements et garanties des secteurs d'activité au 30 juin 2025							
Titres adossés à des créances mobilières	763 752	763 752	-	-	-	-	-
Prêts	4 385 747	4 374 999	-	-	-	-	10 748
Placements par emprunt	156 194	-	-	153 203	2 991	-	-
Placements directs en capitaux propres	41 424	-	-	-	36 110	5 064	250
Placements indirects en capitaux propres dans des fonds	1 185 017	-	-	-	691 995	493 022	-
Engagements	6 532 134	5 138 751	-	153 203	731 096	498 086	10 998
Garanties	2 013 854	49 748	-	-	-	-	1 964 106
Total des engagements et garanties	8 545 988	5 188 499	-	153 203	731 096	498 086	1 975 104

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le
30 juin 2024

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	836 224	769 274	-	36 693	404	601	29 252
Charges d'intérêts	313 489	342 646	-	9 248	120	(10 783)	(27 742)
Produits d'intérêts nets	522 735	426 628	-	27 445	284	11 384	56 994
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(1 688)	-	-	7 844	(8 667)	-	(865)
Produits de Services-conseils	13 118	-	13 118	-	-	-	-
Frais et autres produits	22 363	7 889	-	5 059	72	1 037	8 306
Produits nets	556 528	434 517	13 118	40 348	(8 311)	12 421	64 435
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(168 807)	(112 695)	-	-	-	-	(56 112)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	2 327	783	-	(7 479)	(6 348)	17 304	(1 933)
Profits (pertes) de change nets	15 504	(5 258)	-	(953)	20 499	562	654
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(40 934)	-	-	-	-	-	(40 934)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	364 618	317 347	13 118	31 916	5 840	30 287	(33 890)
Salaires et avantages du personnel	141 887	101 657	12 954	9 675	11 821	1 230	4 550
Locaux et équipement	11 447	8 906	802	466	830	118	325
Autres charges	50 299	35 879	8 947	1 292	2 534	246	1 401
Charges opérationnelles et administratives	203 633	146 442	22 703	11 433	15 185	1 594	6 276
Résultat (perte) net	160 985	170 905	(9 585)	20 483	(9 345)	28 693	(40 166)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	162 028	170 905	(9 585)	20 502	(8 321)	28 693	(40 166)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 043)	-	-	(19)	(1 024)	-	-
Résultat (perte) net	160 985	170 905	(9 585)	20 483	(9 345)	28 693	(40 166)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin 2024							
Titres adossés à des créances mobilières	1 306 090	1 306 090	-	-	-	-	-
Prêts, valeur comptable brute	40 923 108	39 512 198	-	-	-	-	1 410 910
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(1 330 234)	(1 239 915)	-	-	-	-	(90 319)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	39 592 874	38 272 283	-	-	-	-	1 320 591
Placements par emprunt	1 349 162	10 321	-	1 303 689	31 413	-	3 739
Placements directs en capitaux propres	2 327 329	-	-	13	1 819 250	405 900	102 166
Placements indirects en capitaux propres dans des fonds	2 260 645	-	-	-	1 140 274	1 120 371	-
Placements	5 937 136	10 321	-	1 303 702	2 990 937	1 526 271	105 905
Portefeuille total	46 836 100	39 588 694	-	1 303 702	2 990 937	1 526 271	1 426 496
Engagements et garanties des secteurs d'activité au 30 juin 2024							
Titres adossés à des créances mobilières	712 502	712 502	-	-	-	-	-
Prêts	4 461 256	4 445 231	-	-	-	-	16 025
Placements par emprunt	177 094	1 490	-	167 154	8 450	-	-
Placements directs en capitaux propres	76 137	-	-	-	59 723	16 113	301
Placements indirects en capitaux propres dans des fonds	1 219 686	-	-	-	671 865	547 821	-
Engagements	6 646 675	5 159 223	-	167 154	740 038	563 934	16 326
Garanties	2 583 134	18 815	-	-	-	-	2 564 319
Total des engagements et garanties	9 229 809	5 178 038	-	167 154	740 038	563 934	2 580 645



11.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les modalités de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clientes ou clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. L'obligation contractuelle maximale et l'exposition réelle aux termes des garanties s'établissaient à 2 013,9 millions de dollars au 30 juin 2025 (2 097,2 millions de dollars au 31 mars 2025), et les durées actuelles expirent dans un délai moyen de 65 mois (68 mois au 31 mars 2025).

Au 30 juin 2025, un montant de 42,6 millions de dollars de réclamations à payer au titre de ces garanties a été comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière de BDC (57,0 millions de dollars au 31 mars 2025).

Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts qui est incluse dans les pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts dans l'état consolidé de la situation financière.

				30 juin 2025
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2025	18 854	218 295	263 106	500 255
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	10 232	(10 221)	(11)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(3 414)	7 071	(3 657)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(27)	(16 653)	16 680	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(7 761)	4 894	(3 345)	(6 212)
Augmentation (diminution) nette des garanties de prêts	102	(5 051)	(2 317)	(7 266)
Solde au 30 juin 2025	17 986	198 335	270 456	486 777

				31 mars 2025
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2024	35 877	251 154	284 541	571 572
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	83 508	(79 129)	(4 379)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(37 345)	58 285	(20 940)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(248)	(111 406)	111 654	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(61 487)	128 452	(98 313)	(31 348)
Augmentation (diminution) nette des garanties de prêts	(1 451)	(29 061)	(9 457)	(39 969)
Solde au 31 mars 2025	18 854	218 295	263 106	500 255

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts par rapport au mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des changements dans le montant des garanties, des changements dans le risque de crédit et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.



12.

Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2025, BDC avait 22 004,4 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 12 307,7 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances (21 254,0 millions de dollars de billets à court terme et 12 681,7 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2025).

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2025, BDC a enregistré des charges d'intérêts de 249,3 millions de dollars relatives aux emprunts auprès du ministre des Finances, comparativement à 312,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

De plus, un emprunt de 200,0 millions \$ a été racheté auprès du ministre des Finances au cours des trois premiers mois de l'exercice 2026 (aucun emprunt n'avait été racheté au cours de la période correspondante de l'exercice précédent). Ces transactions ont donné lieu à une perte de 0,1 million de dollars.

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

**Banque de développement du Canada**

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca.



BDC



BDC_ca



BDC

bdc.ca

1-888-INFO-BDC